



Compatibilité climatique CIEPP

(Caisse Inter-Entreprises de Prévoyance Professionnelle)

Caractérisation

La CIEPP, caisse de la Fédération des Entreprises Romandes, a un volume d'investissement d'environ 9 milliards de francs suisses et se classe environ au rang 35 des caisses de pension en Suisse.

Politique en matière de durabilité/ESG

La CIEPP s'est récemment engagée dans une Politique ESG. Elle s'avoue de prendre en compte «des responsabilités sociale, environnementale et de gouvernance dans son activité de base, en particulier dans celui de la gestion des actifs financiers confiés». Elle opère un examen régulier de son portefeuille à la lumière des critères ESG (Environmental, Social, Governance). La Caisse «dispose d'un processus pour identifier les sociétés sujettes à controverses ; elle est ainsi consciente des risques et proactive dans la résolution à terme des problèmes». Selon une publication de juin 2021 (p. 6), la CIEPP effectue ces analyses depuis 2017 par l'intermédiaire de son prestataire de services Ethos. Les résultats servent le dialogue via Ethos envers les entreprises identifiées, sujettes à controverse. Le Rapport annuel 2021 confirme : «Un screening complet réalisé durant l'année 2021 de toutes ses positions en actions sur des critères de durabilité a permis une prise en compte de l'exposition aux entreprises les plus controversées en matière environnementale, sociale et de bonne gouvernance et, par conséquent, la fixation de priorités par la CIEPP, dans le dialogue actionnarial avec les entreprises dans lesquelles la Caisse est investie».

Commentaire de l'Alliance Climatique

- Pourtant, la Caisse n'a pas encore annoncé si et comment elle entend intervenir de manière durable et exhaustive dans les décisions prises dans le cadre du processus d'investissement.
- Elle devrait décider des mesures concrètes qu'elle veut demander aux gestionnaires de la fortune afin qu'ils appliquent un filtre ESG exhaustif lors de la sélection des entreprises dans le processus d'investissement et/ou procèdent à un rééquilibrage substantiel basé sur les critères ESG.
- Lors de la sélection des fonds, il faudrait avoir à disposition ou obtenir, sur toutes les entreprises investies, des données complètes de rating ESG et d'intensité de CO2 afin de pouvoir faire usage de produits présentant la meilleure durabilité et un profil risque/rendement optimal.

Situation novembre 2021 :

Lors d'une réunion avec l'Alliance climatique, la CIEPP a pris position sur toutes les questions de la politique de durabilité soulevées.

Prise en compte des risques climatiques dans le cadre de la politique ESG, respect de l'expertise juridique de NKF

La prise en compte des risques climatiques dans le processus d'investissement fait partie de l'obligation fiduciaire de diligence selon l'expertise juridique du cabinet d'avocats NKF.

La CIEPP considère les risques climatiques comme faisant partie de sa Politique ESG.

Mesures prises pour décarboniser le portefeuille

La CIEPP n'a pas encore pris de mesures pour décarboniser le portefeuille mobilier.

Cependant, selon le Rapport annuel 2020 et le Rapport annuel 2021, la CIEPP a investi près de 1% de ses actifs dans la microfinance. Ainsi, elle a commencé à être active dans le domaine de l'investissement d'impact basé sur des critères ESG. De plus, lors de la réunion mentionnée avec l'Alliance climatique, la CIEPP indique qu'elle est sur le point d'investir dans des Green Bonds en Suisse.

Situation novembre 2021 :

Lors de la réunion susmentionnée avec l'Alliance climatique, la CIEPP informe qu'elle mène une réflexion pour une d'une intégration ESG dans le portefeuille des obligations étrangères d'Etat, notamment des pays émergents, en tenant compte de la qualité de la politique envers les objectifs de l'Accord de Paris. Une analyse a été demandée au gestionnaire du fonds respectif.

L'Alliance climatique s'abstient de considérer les mesures positives pour le climat dans le portefeuille immobilier. Ceci est dû au fait que les progrès dans ce domaine semblent encore difficiles à quantifier et comparer. Pourtant, il convient de mentionner que la CIEPP adopte une approche ESG globale pour ses biens immobiliers détenus directement. Pour le développement et la construction, selon la Politique ESG, la Caisse inscrit tous les axes ESG dans les cahiers de charge, soit des spécifications énergétiques exemplaires, des choix de matériaux durables et écologiques, le respect des circuits d'approvisionnements courts, l'emploi d'une main d'oeuvre locale et le respect des conditions de travail. Pour l'exploitation, la CIEPP s'est dotée des outils de monitoring visant à analyser et régler les performances énergétiques et les consommations des locataires. En particulier, ce suivi permet également de déterminer les priorités en matière de rénovation énergétique.

Adhésion à des associations de développement durable

La CIEPP est membre de l'ETHOS Engagement Pool Suisse et du nouvel ETHOS Engagement Pool International.

Engagement effectif pour le climat et exercice du droit de vote à l'étranger et en Suisse Engagement

En tant que membre de l'ETHOS Engagement Pool Suisse, la CIEPP a notamment participé à deux initiatives d'engagement remarquables et réussies : dans le cas de Nestlé, Ethos a obtenu le Say on Climate, c'est-à-dire la présentation de la stratégie climatique du groupe à l'assemblée générale 2021, et dans le cas d'Holcim, l'élaboration d'un Say on Climate Report pour l'assemblée générale 2022. Il convient de mentionner que selon la publication susmentionnée, la CIEPP a pris une part décisive dans cette activité, avec de nombreux échanges opérés par Ethos avec les conseils d'administration de ces deux plus grandes sociétés émettrices de CO2.

En tant que membre de l'ETHOS Engagement Pool International, la CIEPP participe en particulier depuis juin 2018 au programme d'engagement pluriannuel en cours, qui demande à 8 compagnies d'électricité européennes de se préparer à un avenir pauvre en carbone.

Dans ce contexte, la signature du 2021 Global Investor Statement to Governments on the Climate Crisis, organisée par la coalition mondiale The Investor Agenda, envoie un signal fort aux gouvernements et aux responsables politiques de tous les pays. Plus de 700 investisseurs mondiaux, dont des investisseurs institutionnels de premier plan, appellent les gouvernements à combler le vide législatif, de plus en plus criant, pour atteindre l'objectif de 1,5°C fixé par l'Accord de Paris sur le climat.

La CIEPP est signataire de la Climate Action 100+ des grands investisseurs mondiaux, qui cible les 167 plus grands émetteurs de gaz à effet de serre représentant 80% des émissions mondiales de CO2eq. Le principal axe d'action de l'initiative est : «An important component of company commitments on climate change is the formation of comprehensive business strategies that fully align with the goals of the Paris Agreement and reaching net-zero emissions by 2050 or sooner». Les caisses de pension qui se regroupent dans l'ETHOS Engagement Pool International accèdent, selon le rapport d'activité 2020, via Ethos en tant que «Participant» à l'initiative mondiale Climate Action 100+ dans le cadre d'une division du travail avec leur propre représentation, discutent des objectifs et des mesures pour atteindre les objectifs, et rendront compte des progrès réalisés. Comme le montre le Progress Report 2020 de Climate Action 100+, les premiers progrès sont évidents chez plusieurs entreprises. Le processus, les types d'engagement et les outils, les exigences en matière de contenu, les étapes et la mesure des progrès sont définis de manière transparente. Les exigences de fond comprennent l'intégration d'une gouvernance axée sur le climat dans les systèmes de gestion des entreprises (y compris l'alignement du lobbying pour soutenir les politiques favorables au climat), la divulgation des risques climatiques conformément aux recommandations du Task Force on Climate-related Financial Disclosures du G20 (TCFD), et la définition d'une voie de décarbonisation à travers la chaîne de valeur qui soit conforme à l'objectif climatique de 2°C de l'Accord de Paris sur le climat.

- La participation active à la Climate Action 100+ dans le cadre de l'Ethos Engagement Pool International est un grand pas en avant, car grâce à des demandes précises et efficaces de la part des actionnaires, les grandes entreprises les plus concernées par le climat sont en train d'adopter des trajectoires de décarbonisation pour la part fossile de leurs activités compatibles avec l'Accord de Paris.
- A moyen terme, il est probable que ces activités d'engagement de la CIEPP en faveur du climat contribuent à une réduction des risques financiers liés au climat dans certaines parties du portefeuille de titres ; cela n'est toutefois vrai que pour les entreprises et les secteurs dont le modèle d'affaires offre des perspectives de réorientation vers une activité durable axée sur les énergies renouvelables.
- Toutefois, dans le cas des entreprises du secteur des énergies fossiles, les effets de réduction des risques de la pratique du dialogue actif (engagement) et de l'exercice des droits de vote dans le cadre de l'accomplissement du devoir de diligence fiduciaire restent actuellement incertains.
- Afin de remplir son devoir de diligence fiduciaire, la CIEPP devrait, par une stratégie de combinaison synergique de l'engagement et de la gestion des risques au niveau du portefeuille, aborder la réduction des risques financiers liés au climat avec la décarbonisation stricte et en temps utile du portefeuille, en commençant par l'abandon progressif des entreprises fossiles à risque climatique qui ne sont pas passées à un modèle d'entreprise durable axé sur les énergies renouvelables.
- L'engagement devrait être basé sur des objectifs définis non seulement dans le cadre de Climate Action 100+, mais aussi de sa propre gestion des risques, et être en accord avec la trajectoire 1,5°C.
- Une mesure périodique de l'impact et un contrôle de la stratégie d'engagement devraient être effectués par rapport à la propre gestion des risques et les conclusions devraient être publiées de manière transparente.
- Des critères de sortie et des délais devraient être définis et communiqués de manière transparente dès les premiers stades, ou au plus tard lorsque l'échec se profile.
- En l'absence d'adaptation des modèles d'entreprise, il est indiqué de procéder à un désinvestissement ou à une sous-pondération progressive des entreprises à l'origine des risques, en particulier dans le domaine des énergies fossiles, pour des raisons de gestion des risques ; cela devrait être consigné et publié sous la forme d'un engagement volontaire.

Situation novembre 2021 :

Lors de la réunion susmentionnée avec l'Alliance climatique, la CIEPP informe qu'elle mène une réflexion pour sortir des obligations en cas où la société ne répond pas aux demandes formulées dans le cadre du dialogue au sein de l'Engagement Pool Suisse.

Droits de vote

Selon le Rapport annuel 2020 et la publication susmentionnée, la CIEPP vote sur la majorité des actions européennes qu'elle détient en direct. De plus, elle a décidé d'augmenter de manière significative l'exercice des droits de vote à l'étranger dès 2021, avec la création du fonds dédié CIEPP, «Achillea», qui contient l'ensemble de son exposition en actions nord-américaines de 900 millions de CHF. Cela permet à la CIEPP d'exercer ses votes sur environ deux tiers de son portefeuille en actions (suisses et étrangères).

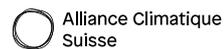
Lors de la réunion avec l'Alliance climatique du novembre 2021, la CIEPP informe que le fonds Achillea réservé à la seule CIEPP devrait être étendu au-delà de l'Amérique du Nord à d'autres régions, en premier lieu le Pacifique. Il permet à la CIEPP de disposer librement de la construction des portefeuilles qui y sont déposés et d'exercer directement ses droits de vote.

Mesure de l'empreinte CO2 ou du risque climatique financier avec analyse de scénarios

Selon la publication susmentionnée, la CIEPP a participé au ~~test PACTA de l'OFEV~~ 2017 et à celui de 2020. Il en ressort que, globalement, l'exposition des portefeuilles actions et obligations de la CIEPP se situe dans une fourchette haute, comparée à d'autres institutions de prévoyance ayant participé.

Planification de mesures ultérieures de décarbonisation au niveau du portefeuille

La CIEPP n'a pas annoncé d'intention de préparer un concept pour une trajectoire de décarbonisation compatible avec l'Accord de Paris.



Conclusion:

Pas de compatibilité climatique :

- Une politique de durabilité basée sur les critères ESG (environnementaux, sociaux, de gouvernance) est en place – mais n'a qu'un impact au mieux marginal sur les investissements de portefeuille et le processus de sélection des entreprises; au fait elle ne se base pas encore sur une trajectoire spécifique d'intégration des critères ESG dans le respect du Guide ESG pour les caisses de pension suisses de l'Association suisse des institutions de prévoyance (ASIP).
- La prise en compte des risques financiers liés au climat («financial materiality») se limite à l'Active Ownership pratiqué via l'ETHOS Engagement Pool International dans le cadre de Climate Action 100+ – sans la combinaison d'une trajectoire de décarbonisation du portefeuille et de l'Active Ownership, le devoir de diligence fiduciaire n'est pas respecté.
- De même, la transformation à un impact climatique positif sur l'économie réelle («impact materiality») ne se fera pas sans la combinaison de l'Active Ownership et d'une trajectoire de décarbonisation du portefeuille; une base pour cela est le concept de la double matérialité selon le guide ESG pour les caisses de pension suisses de l'ASIP de juillet 2022.

Une stratégie climatique explicite pour une trajectoire de décarbonisation du portefeuille en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat – 1,5°C maximum et zéro émission nette de gaz à effet de serre financée au plus tard en 2050, orientée vers les objectifs actuellement les plus avancés du [Target Setting Protocol de l'UN-convened Net Zero Asset Owners Alliance](#) fait encore défaut.



Tendance 2020-2022 :

Évaluation: légèrement mieux

Commentaire de l'Alliance Climatique

- La CIEPP a pris un départ avec sa Politique ESG et avec l'Engagement qu'elle a commencé à déployer, qui inclut également le domaine des combustibles fossiles.
- Une véritable stratégie ESG et climatique avec une trajectoire de décarbonisation planifiée pour tous les investissements en valeurs mobilières se fait toujours attendre – entendue comme l'intégration holistique de notations ESG dans le processus de sélection des titres et la gestion de portefeuille en ce qui concerne l'impact climatique («impact materiality»), conformément au [Guide ESG](#) pour les caisses de pension suisses de l'Association suisse des institutions de prévoyance (ASIP).
- La Caisse devrait appliquer et surveiller de manière proactive l'intégration des critères ESG, clairement définie et efficace en termes de contenu, dans le processus d'investissement par ses gestionnaires d'actifs – ou bien sélectionner des fonds dont il est prouvé qu'ils sont construits selon des critères ESG et de réduction de CO2 de grande portée.
- Le développement de la politique de durabilité devrait aboutir à une trajectoire de décarbonisation du portefeuille avec un bilan net zéro au plus tard 2050, basée sur des objectifs intermédiaires en ligne avec la feuille de route la plus avancée actuellement, le [Target Setting Protocol de l'UN-convened Net Zero Asset Owners Alliance](#).
- Pour respecter le plus rapidement possible l'objectif de limitation du réchauffement à 1, 5°C, une réduction d'au moins 22%, ou mieux, de 32% par rapport à 2020 est nécessaire d'ici 2025, et une réduction de 49%, ou mieux, de 65% d'ici 2030.
- Ces objectifs de réduction du [Target Setting Protocol de la UN-convened Net Zero Asset Owners Alliance](#) sont absolus et se rapportent aux propres émissions de CO2eq financées en 2020. Ils ne doivent pas être fixés en comparaison avec le marché de référence mondial. La part élevée habituelle d'investissements nationaux, moins intensifs en CO2eq, ne devrait pas être employée pour justifier des mesures de décarbonisation comparativement faibles.
- Selon le [Target Setting Protocol de l'UN-convened Net Zero Asset Owners Alliance](#), il est également recommandé d'augmenter l'«impact investing» (Climate Solution Investment/Financing Transition Investments).



Activités politiques

Décembre 2020: ~~Action du Collectif Breakfree Suisse~~ devant la CIEPP, «Quand le champagne sent le pétrole : La CIEPP a 60 ans – toujours contre le climat?». La protestation met en lumière l'engluement de la CIEPP, caisse de la Fédération des Entreprises Romandes, dans les énergies fossiles. ~~La réaction des médias~~ est considérable, ce qui amène la CIEPP à publier une ~~prise de position~~ défensive.